

COMMENT RENDRE L'UNION EUROPÉENNE PLUS DÉMOCRATIQUE ?

Virginie Timmerman | *Chargée des projets citoyenneté et démocratie*
à Notre Europe - Institut Jacques Delors

EuroCité, Europartenaires et Notre Europe - Institut Jacques Delors ont organisé le 16 septembre 2013 à Paris la quatrième séance du cycle sur l'« Espace public européen : en route vers les élections européennes », sur le thème « Élections européennes de 2014 : le débat, c'est maintenant ! » qui a abordé les principaux enjeux des élections européennes de mai 2014, afin de contribuer au lancement du grand débat public que ces élections ont vocation à susciter.

La conférence a été introduite par Thierry Repentin, ministre délégué chargé des Affaires européennes, qui a défini les enjeux des prochaines élections européennes du 25 mai 2014.

Le premier débat « **Démocratiser les affaires européennes** », a été introduit par Édouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres, puis animé par Jean-Noël Jeanneney, président d'Europartenaires. Le dialogue s'est ensuite poursuivi avec les invités suivant :

- Sylvie Goulard, députée européenne, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe ;
- Sandro Gozi, député italien, membre du parti démocrate ;
- Yannick Jadot, député européen, Groupe des Verts / Alliance libre européenne.

Jean-Noël Jeanneney rappelle qu'en 2014 sera commémoré le centenaire de la Première guerre mondiale, guerre qui clôtura le 19^{ème} siècle signant les derniers moments du concert européen face à l'émergence des nationalismes auxquels l'Europe mettra fin.

1. L'UE et ses citoyens, une relation ambiguë

Édouard Lecerf démarre en soulignant, grâce aux chiffres du dernier sondage Eurobaromètre du printemps 2013, la tension paradoxale qu'il existe entre les citoyens et l'Union Européenne (UE).

D'abord, si 61% des Français - juste en dessous de la moyenne européenne de 62% - affirment qu'ils se sentent européens, les élections européennes en France restent celles qui mobilisent le moins d'électeurs, comme le rappelle le taux d'abstention record de 2009 d'environ 60%. De même, si 63% des Français affirment que l'UE est démocratique, seuls 24% la trouvent efficace. Pourtant, face à la crise économique, qui figure dans les trois préoccupations principales des Français aux côtés du chômage et de l'inflation, la majorité des Français estime que l'UE est la plus crédible pour prendre des décisions visant à résoudre la situation au même titre que les gouvernements nationaux. Toutefois, 65% des français pensent que l'austérité est imposée par l'UE.



Ensuite, 62% des Français restent favorables à l'euro, mais la tendance est à la baisse depuis 2006. Cependant, parmi le tiers qui n'y adhère plus, seuls 10% souhaiteraient voir la France sortir définitivement de l'euro.

Ces chiffres reflètent bien la tension palpable et lisible liée à l'image de l'UE parmi les citoyens. Selon Édouard Lecerf, l'UE renvoie une image à la fois positive et négative, ce qui équivaut à une image neutre révélant la distance qu'il existe aujourd'hui entre les citoyens et l'UE. Cette distance est nettement visible au regard de l'incompréhension qui règne autour des institutions européennes chez les citoyens. En effet, 55% des Français admettent qu'ils comprennent mal les institutions européennes, 67% pensent que leur voix ne compte pas, et enfin, seuls 41% des Français affirment que le Parlement européen est élu au suffrage universel. Enfin, 83% des Français souhaitent un message plus clair de la part de l'UE.

Ces chiffres réaffirment la relation ambiguë que les citoyens entretiennent avec l'UE. Cependant, cette désaffection, comme le rappelle Sylvie Goulard, concerne la politique en général. Elle est même moins élevée envers l'UE qu'envers, respectivement, les parlements et gouvernements nationaux (Edouard Lecerf).

Le consensus permissif, c'est-à-dire distant et silencieux, qui existait chez les citoyens vis-à-vis de l'Europe semble aujourd'hui terminé. Pourtant, le point de départ du projet européen est extraordinaire puisque l'UE est la seule démocratie supranationale au monde et, dans le temps long, il ne faut pas oublier l'ampleur et la grandeur de celui-ci (Sylvie Goulard). Les prochaines élections constituent un grand risque, car la tentation du vote protestataire est forte et les populistes pourraient avoir un grand nombre de sièges (Sylvie Goulard et Sandro Gozi).



2. Une redéfinition nécessaire des institutions et des concepts européens

Aujourd'hui, l'UE doit dépasser les acquis liés à la paix qui ne correspondent plus à la réalité des citoyens (Edouard Lecerf), et particulièrement aux jeunes générations, comme le précise Sandro Gozi. Parler de paix ramène l'UE à de l'histoire, alors qu'elle doit se tourner vers l'avenir.

Un des problèmes principaux de l'UE est son manque de lisibilité (Jean-Noël Jeanneney). L'effort majeur à fournir pour démocratiser l'UE face à l'incompréhension des citoyens est un effort de clarification. Il est nécessaire de simplifier les modalités de la prise de décision, le fonctionnement des institutions européennes, le projet européen et ses principes (Edouard Lecerf).

D'abord, la prise de décision est aujourd'hui diluée et ne permet pas d'identifier un responsable. La souveraineté, définie comme « la capacité à agir sur le réel » par Yannick Jadot, se trouve aujourd'hui au niveau européen. Cependant, elle est utilisée afin de cacher les immobilismes et égoïsmes nationaux. Tant que l'UE sera basée sur le principe de l'intergouvernementalité (Yannick Jadot), elle ne sera pas un projet commun mais la somme de la volonté de 28 « Margareth Thatcher » (Sandro Gozi), comme l'illustrent les négociations pour le cadre budgétaire pluriannuel 2014-2020 ou celles pour l'accord de libre-échange transatlantique. Le concept de souveraineté nationale est révolu, il faut le redéfinir au niveau européen.

Des acteurs comme la troïka, qui n'a aucun fondement juridique, ou le président de l'Eurogroupe, ne sont responsables devant aucune instance (Sylvie Goulard). Une réforme institutionnelle intégrant les concepts de souveraineté européenne et de responsabilité, accompagnée d'un changement de traité, est primordiale pour instituer une démocratie réelle et pas uniquement formelle. En effet, si le Parlement européen peut contrôler en partie la Commission européenne alors responsable, le Conseil européen qui prend actuellement les décisions majeures n'est responsable que nationalement (Sylvie Goulard). Le Parlement européen doit s'autosaisir afin de proposer un nouveau traité, voire même une constitution claire et concise (Yannick Jadot), pour définir le projet européen, ses institutions et ses principes. Au-delà de ces concepts, il est important de définir

précisément les liens entre les institutions européennes et nationales ; les parlements nationaux doivent participer activement à la prise de décision aux côtés du parlement européen et des autres institutions européennes.

Rendre le projet européen plus lisible signifie également faire attention aux mots utilisés. Le Parlement européen est le seul parlement à ne pas en avoir tous les pouvoirs. Il a déjà un certain poids, comme le montre par exemple le refus de valider l'accord SWIFT avec les États-Unis, qui devait autoriser les autorités américaines à avoir accès aux données bancaires des Européens allant ainsi contre les principes fondamentaux défendus par les Européens. De même, aujourd'hui, personne n'est capable de définir ce qu'est un député européen. Est-ce le représentant des citoyens français comme la loi française le stipule, ou est-ce le représentant de l'ensemble des citoyens européens ? Les citoyens, comme les députés européens eux-mêmes, ne connaissent pas les fonctions des personnes qu'ils élisent (Sylvie Goulard).

En parallèle, il est urgent de mener un réel débat pour définir un projet européen et établir une vision globale pour l'Europe (Yannick Jadot). Pour cela, une des solutions est de laisser la place à la jeune génération, dite génération Erasmus, composée de jeunes citoyens compétents et motivés, parlant plusieurs langues et ayant été en contact avec différentes cultures européennes (Sylvie Goulard et Sandro Gozi).

Les citoyens doivent se reconnaître dans l'UE, ou avoir le sentiment que leur vote est utile, et que les sujets traités soient ceux qui préoccupent réellement les citoyens (Yannick Jadot).



3. Un débat sur les enjeux de fond pour définir un nouveau modèle européen

En France, l'UE n'est toujours pas la priorité (Yannick Jadot). Pour les élections européennes du 25 mai 2014, un débat de fond doit s'imposer dans l'agenda politique. La question à laquelle doit répondre ce débat est « quelle Europe voulons-nous ? », et non pas « avec ou sans l'Europe » ? Car le débat européen est déjà en cours dans la plupart des États membres, mené par les populistes, l'enjeu est de savoir comment les pro-Européens vont réagir (Sandro Gozi).

L'UE doit relever ces défis et s'incarner dans des politiques qui touchent les citoyens européens au quotidien. La majorité des enjeux sont actuellement transnationaux, qu'il s'agisse des questions d'immigration, d'environnement, d'investissement, économiques, de recherche, de budget, sociales ou encore la cybercriminalité. Les citoyens ne tomberont pas amoureux d'un marché unique ou d'un algorithme financier, il faut donc se pencher sur leurs préoccupations quotidiennes, comme le dumping social, ou sur les valeurs qu'ils défendent, comme celles des droits de l'homme. Sylvie Goulard ajoute que la montée des inégalités est un souci majeur.

Pourtant, ces sujets sont encore majoritairement traités au niveau national. L'UE a grand besoin de devenir politique pour pouvoir s'occuper de tous les sujets transnationaux et non pas seulement de l'économie (Sandro Gozi). Elle doit être le prolongement de notre modèle de société, et pour cela, il faut qu'elle ait une légitimité démocratique plus forte.

Une des alternatives est de se diriger vers une Europe plus solidaire et plus sociale, en définissant une approche européenne globale tenant compte des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Sandro Gozi souhaite plus d'Europe et une autre Europe afin d'éviter « l'Europe du trop peu, trop tard » de ces dernières années. Pour cela, il faut que les États membres commencent à penser à l'Europe comme une collectivité avec un avenir commun, notamment concernant les questions budgétaires. Alors que le budget européen devrait actuellement compenser les États défaillants, il a été réduit de 85 milliards d'euros (Yannick Jadot). Pourtant, un euro dépensé ensemble rapporte plus que qu'un euro dépensé au niveau national. Il faut laisser l'austérité aux États et à l'Europe la solidarité (Sandro Gozi).

Pour Yannick Jadot, il faut imposer un modèle dans lequel les citoyens peuvent se projeter, « or le néolibéralisme comme modèle, l'austérité comme solution, l'intergouvernementalité et la technocratie comme méthode ne sera jamais un projet enviable pour les citoyens ». Pour cela, il faut se poser la question de la finalité de l'Europe pour définir si elle est envisagée comme la construction d'un avenir commun où les États membres et les institutions supranationales formeraient une équipe ou comme un espace où s'affrontent 28 États souverains (Sylvie Goulard).

Pour proposer des alternatives, il faut que d'autres alliances s'établissent, au-delà du couple franco-allemand, car la relation est désormais déséquilibrée et l'agenda économique allemand équivaut à l'agenda européen (Yannick Jadot). Encore aujourd'hui, l'UE n'est pas où les citoyens la cherchent (Sandro Gozi), il faut confirmer, grâce au débat de fond et aux alternatives proposées, que l'Europe fait partie de la solution.

Sur les mêmes thèmes...

PAR DELÀ LA TROÏKA : QUELS CLIVAGES ET QUELS VISAGES POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling, *Tribune, Le Mot, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juillet 2013

ZONE EURO ET DÉMOCRATIE(S) : UN DÉBAT EN TROMPE L'OEIL

Yves Bertoncini, *Policy Paper No 94, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juillet 2013

L'UE EN QUÊTE DE SYMBOLES

Virginie Timmerman, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juillet 2013

EUROPE : COMMENT AVANCER ENSEMBLE ?

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juillet 2013

LES MÉDIAS ET L'UE : DES « AFFAIRES ÉTRANGÈRES » ?

Frédéric Menager, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juin 2013

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy Paper No 90, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, mars 2013

LE SYSTÈME PARTISAN EUROPÉEN, PRÊT POUR « 2014 » ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, mars 2013

TRAITÉS EUROPÉENS ET DÉMOCRATIES NATIONALES

Yves Bertoncini, *Tribune, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, janvier 2012

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe – Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe – Institut Jacques Delors*

